

Agroécologie: enjeux et défis

L'idée de «révolution verte» a refait surface dans les débats internationaux sur l'agriculture et le développement. Car elle fait le jeu des transnationales de l'agrobusiness et exacerbe les pressions sur les ressources, cette stratégie est contestée par les partisans d'un autre modèle d'agriculture, qui soit à la fois durable, performant et socialement juste. Associée au concept de souveraineté alimentaire, l'agroécologie répond précisément à ce triple défi.

par **Laurent Delcourt**

(17 septembre 2014)

- [.imprimer](#)
- [+ partager](#)

« *She can feed a hungry planet. We're going to help her to do it* » (« Elle peut nourrir une planète qui a faim. Nous allons l'y aider »). Le message figurant en haut d'une immense affiche qui accueille le voyageur à l'aéroport international de Bruxelles ne passe pas inaperçu. À l'arrière-plan, une paysanne africaine courbée, houe à la main, travaille la terre, comme l'ont fait ses parents et grands-parents avant elle, au milieu d'un paysage arboré et vallonné qui n'est pas sans rappeler les collines verdoyantes de l'Afrique des Grands Lacs. Comme le visage émahié et buriné qui fixe l'observateur (la même paysanne, cette fois-ci à l'avant-plan), le message doit éveiller la sympathie. Il doit susciter l'adhésion, mobiliser le consensus. On pourrait facilement s'y laisser prendre si l'on ignore l'identité de l'annonceur : Syngenta, troisième semencier mondial, premier producteur de pesticides et l'un des principaux fers de lance et bénéficiaires du modèle industriel appliqué depuis plusieurs décennies à l'agriculture (*Alternatives Sud*, 2012 ; Aranda, 2014).

Si le message de la transnationale suisse ne peut bien sûr que laisser sceptique sur ses intentions et la réalité de son engagement, le propos n'en est pas moins à la mode depuis quelques années. On y retrouve en réalité tous les éléments du « nouveau » discours international sur l'agriculture et la lutte contre la faim, lequel prône la relance de la « révolution verte ».

Une nouvelle « révolution verte » : fausse solution, véritables impasses

Quarante ans après la publication du célèbre ouvrage de Paul Ehrlich, *La Bombe P (The Population Bomb)*, le néo-malthusianisme, à savoir la crainte d'une pénurie croissante au regard d'une démographie galopante, a opéré son grand retour sur la scène internationale (Lappé, 2013). Sur fond de catastrophes climatiques et environnementales à répétition, la crise alimentaire de 2007-2008 a fini par ébranler la conscience d'une communauté internationale assoupie dans sa croyance en une « mondialisation heureuse », la contraignant à remettre la problématique de la faim au centre de ses préoccupations et à réviser ses stratégies en matière de développement agricole.

Comment nourrir l'humanité d'ici 2050 lorsqu'elle aura atteint son pic démographique de neuf à onze milliards de personnes ? Comment garantir la sécurité alimentaire dans les pays du Sud sans accroître démesurément la pression sur des ressources limitées et des écosystèmes fragiles ? Quels modèle et politiques agricoles privilégier pour accroître la production agricole de 70 %, comme le recommande la FAO, en limitant les effets prédateurs des activités agricoles sur l'environnement ? Telles sont quelques-unes des questions qui orientent

désormais les débats sur l'agriculture et divisent les acteurs du développement (Delcourt, 2013).

Solutions préconisées par les principaux organismes internationaux en charge de l'agriculture (Banque mondiale, FAO, etc.) pour résoudre cette difficile équation ? La relance des investissements dans les secteurs agricoles pour dynamiser la production là où elle est « déficitaire » et accroître ainsi les « disponibilités » alimentaires locales ; la construction de cadres favorables aux investissements privés, lesquels sont supposés être plus à même de dynamiser des secteurs ruraux à la traîne ; la mise en place de partenariats publics-privés pour faciliter le transfert de technologies et de biotechnologies, dites de seconde génération ou *ecofriendly* ; la mise en oeuvre de politiques ciblées en faveur des populations rurales et/ou destinées à améliorer le sort des agriculteurs (titularisation des terres, établissement de filets de sécurité, distribution de semences à haut potentiel de rendement, mesures visant à mieux insérer les producteurs dans les chaînes de valeur internationales, *contract farming*, etc.) ou encore, sempiternelle ritournelle, la poursuite de la libéralisation des marchés dans un cadre multilatéral.

Soit un ensemble de propositions qui partagent plus qu'un air de famille avec celles de l'« Alliance for a green revolution in Africa » (Agra), lancée tambours battants par la Fondation Bill & Melinda Gates, du programme « Feed The Future » ou encore celles du « Good Growth Plan », l'initiative philanthropique de Syngenta (Holt-Gimenez, Altieri et Rosset, 2006 ; *Alternatives Sud*, 2010 ; 2012).

Nouveau discours, vieilles recettes

Si le discours a fait peau neuve, en réhabilitant l'agriculture dans les stratégies de développement, en reconnaissant le rôle primordial de l'agriculture familiale dans la lutte contre la faim et la pauvreté et en appelant les secteurs agricoles à intégrer les objectifs du développement durable, les poncifs sur lesquels il repose demeurent désespérément inchangés. L'amélioration de la productivité et la croissance de la production restent l'horizon ultime de cette stratégie. Et l'injection de capitaux et de technologies, le moyen privilégié pour y arriver. Bien sûr, comme pour la première révolution verte, l'État est largement sollicité pour amorcer cette modernisation. Mais c'est désormais le « secteur privé », fort de ses capacités financières et technologiques, qui est appelé à jouer les premiers rôles.

Encore faut-il l'y aider ! D'où l'appel à construire un « cadre favorable » aux investissements étrangers et à poursuivre son insertion dans les flux commerciaux et financiers internationaux, toujours envisagée comme la condition indispensable d'une croissance génératrice de retombées économiques importantes pour le pays, comme le rappelaient les signataires de la Déclaration de la FAO en pleine crise alimentaire : « *Nous encourageons la communauté internationale à poursuivre ses efforts en matière de libéralisation des échanges internationaux de produits agricoles en réduisant les obstacles au commerce, et les politiques qui sont à l'origine de distorsions des marchés* » (2008).

Qu'il faille investir davantage dans les secteurs agricoles des pays en développement pour renforcer leur production alimentaire, nul en réalité ne le conteste, même si ces deux ou trois dernières décennies les institutions internationales, poursuivant d'autres impératifs (réduction de la dette, recherche d'équilibres macroéconomiques, etc.), se sont évertuées à priver les États des moyens d'action pour dynamiser leur agriculture. Mais croire qu'une simple hausse quantitative de la production réduira mécaniquement le nombre de « ventres creux » relève du pur fantasme ou, du moins, d'un diagnostic erroné des causes de la faim.

L'ethnologue et agronome Jacques Caplat insiste bien sur ce point : « **Rien n'est plus faux**

que cette prétendue nécessité du "modèle d'agriculture conventionnelle" pour nourrir l'humanité. Basée sur des erreurs agronomiques, des idées reçues et une inertie économique favorables aux multinationales, elle constitue l'un des mythes les plus enracinés – et les plus dangereux – de notre société contemporaine»(2014).

D'avantage qu'un problème quantitatif, la faim - on le sait - est un problème de démocratie, de pauvreté et de (re)distribution. Les gens ont faim parce qu'ils sont trop pauvres, parce qu'ils n'ont pas les moyens ou ne sont pas en conditions de se procurer des aliments (Holt-Giménez, Altieri et Rosset, 2006 ; Alternatives Sud, 2010).

Échec de la lutte contre la faim, exacerbation des inégalités dans le monde rural

Il n'est pas inutile de rappeler ici que l'intensification des processus de production et l'adoption dans le Sud des procédés de l'agriculture conventionnelle dans la foulée de la révolution verte sont loin d'avoir tenu leurs promesses sur le plan de la sécurité alimentaire. Aujourd'hui bien étayé, le bilan de cette évolution peut même être considéré comme « catastrophique » (Garrouste, Lyonnais et Mitralias, 2014).

Certes, de formidables gains de productivité ont été atteints grâce à l'industrialisation des processus de production, et avec eux une hausse constante des rendements céréaliers, au point que nous produisons actuellement presque deux fois ce dont la population mondiale a besoin (Dufumier, 2012). Mais cette évolution ne s'est pas pour autant traduite par une chute du nombre de sous-alimentés. D'après la FAO, près de 842 millions de personnes souffrent toujours de la faim dans le monde^[1], soit en valeur absolue un chiffre équivalent à celui de la fin des années 1970, tandis que deux autres milliards présentent des carences alimentaires diverses. Berceau, avec le Mexique, de la révolution, l'Inde n'est d'ailleurs pas épargnée par ce fléau : près d'un cinquième de sa population se trouve encore en situation de vulnérabilité alimentaire, alors qu'elle est, depuis des années, un exportateur net de nourriture (Holt-Giménez, Altieri et Rosset, 2006).

Loin donc d'avoir réglé ce problème de la faim, ces stratégies de modernisation agricole semblent même l'avoir aggravé dans certaines régions, rurales en particulier. En entraînant en effet des excédents de production, écoulés à tout va sur des marchés de plus en plus libéralisés et intégrés, elles ont provoqué une chute brutale des prix agricoles et ont détruit ou remis sérieusement en question la viabilité des petites exploitations paysannes, incapables d'assurer leur reproduction en vendant à des prix si bas. Beaucoup de petits producteurs se sont ainsi trouvés littéralement en situation de faillite, au bord de la subsistance alimentaire (Holt-Giménez et Altieri, 2013).

Dans la plupart des pays où elle a été initiée - en Inde, au Bangladesh, en Indonésie, en Amérique centrale, au Brésil ou en Afrique du Sud-, cette croisade verte, qualifiée parfois de «modernisation conservatrice», a plutôt contribué à renforcer les inégalités dans les campagnes, creusant davantage le fossé entre fermiers riches ou grands propriétaires terriens, reconvertis en entrepreneurs agricoles, et la grande masse des petits producteurs, incapables de supporter le coût élevé du «paquet technologique» (semences, engrais, pesticides, etc.). Beaucoup se sont endettés et appauvris, certains ont perdu leur terre, tandis qu'une minorité de fermiers-entrepreneurs ont poursuivi leur dynamique d'expansion et de concentration aux dépens des premiers, selon une logique d'«appropriation par dépossession». Logique perverse donc, mais que les politiques d'ajustement mises en oeuvre dès le début des années 1980, caractérisées entre autres par un retrait total ou partiel des aides aux agriculteurs familiaux et la libéralisation des échanges et des investissements, n'ont fait qu'exacerber (*Alternatives Sud*, 2010 ; 2012 ; Delcourt, 2013).

Des coûts sociaux et environnementaux exorbitants

Les petits producteurs ont été d'autant plus pénalisés qu'ils ont supporté l'essentiel des coûts environnementaux et sanitaires liés à ces transformations. De fait, la diffusion de ce modèle d'agriculture intensive, basé sur l'apport massif d'intrants chimiques coûteux et l'exploitation sans frein de ressources non renouvelables, n'a pas été sans conséquence pour les équilibres environnementaux locaux et la santé humaine. Épuisement progressif et contamination des nappes phréatiques, érosion et diminution de la fertilité des sols, apparition de diverses formes de résistances biologiques, baisse progressive des rendements céréaliers, perte de diversité génétique ou encore hausse des maladies invalidantes et des cancers découlant de l'usage massif des pesticides, etc., tels ont été quelques-uns des «dommages collatéraux» liés à cette modernisation. Autant d'externalités négatives qui, soit dit en passant, ne sont que rarement prises en compte dans le calcul des coûts-bénéfices de l'agriculture conventionnelle (Holt-Giménez, Altieri et Rosset, 2006 ; Robin, 2012; Parmentier, 2014). Or ses coûts externes sont exorbitants [2]. Et ils le seraient encore davantage si on comptabilisait l'impact de cette agriculture sur le changement climatique.

Gourmande en apports énergétiques externes, elle compte en effet parmi les principaux contributeurs au réchauffement global. Selon le GIEC, ces pratiques agricoles non durables sont à l'origine d'environ 15 % de l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre d'origine anthropique. Chiffre auquel il faudrait ajouter les émissions résultant des quantités considérables d'énergie fossile nécessaires au fonctionnement des chaînes agroalimentaires (pour la production d'engrais, de pesticides et d'herbicides, le labour, la fertilisation, le transport, le conditionnement et la conservation des aliments, etc.), soit quinze à dix-sept points supplémentaires, soit au total plus d'un tiers des émissions imputables, directement ou indirectement, aux modes de production et de consommation actuels (De Schutter, 2014). Une évolution dont les effets, couplés aux baisses de rendement constatées dans quelques grandes zones de monoculture industrielle et à la conversion croissante des terres pour une utilisation autre que la production alimentaire *stricto sensu*, pourraient à terme sérieusement mettre à mal la sécurité alimentaire de certaines régions et de certains groupes sociaux.

À l'instar de l'Agra, les défenseurs de la «nouvelle révolution verte» disent pourtant avoir tiré les leçons des dégâts engendrés par cette première révolution verte. Mais prisonniers d'une vision techniciste bornée, ils ne leur proposent comme seuls remèdes qu'un nouveau mix technologique censé atténuer l'impact de l'agriculture sur le changement climatique (plantes pouvant être cultivées dans des climats extrêmes ou résistantes aux chocs climatiques), diminuer l'usage de produits phytosanitaires ou améliorer la valeur nutritionnelle de la production. Des solutions qui demeurent dépendantes des énergies fossiles et ignorent superbement - ou feignent d'ignorer - les effets de standardisation, d'homogénéisation et de concentration engendrés par ces technologies, aux mains de puissants acteurs privés (*Alternatives Sud*, 2012; Dufumier, 2012; Robin, 2013).

Ne nous y trompons pas en effet! Les cultures ayant connu la plus grande progression dans le monde ces vingt dernières années sont les vastes monocultures industrielles et standardisées, basées sur un nombre limité de variétés commerciales (maïs, blés, riz, soja, coton principalement), issues des laboratoires des grandes firmes, génétiquement homogènes et destinées avant tout à l'exportation, pour l'industrie, la nourriture animale ou la fabrication d'agrocarburants. L'objectif évidemment pour ces firmes n'a jamais été la réduction du nombre de sous-alimentés.

Comble du cynisme chez ceux qui se posent désormais en acteurs clés dans la lutte contre la faim, l'expansion de ces monocultures s'est faite principalement au détriment des cultures alimentaires locales et des espaces naturels. Tout en contribuant à l'artificialisation et à l'homogénéisation des espaces ruraux, dont les redoutables conséquences sont généralement

minimisées par les promoteurs de la révolution verte, l'expansion de ces cultures industrielles n'a fait qu'accélérer la déstructuration du tissu social dans les campagnes rurales tout comme la destruction de la biodiversité - à un point tel que, selon un récent rapport de la FAO, près de la moitié des espèces arborescentes utilisées dans le monde sont aujourd'hui menacées (2014).

Qu'à cela ne tienne! Pour de nombreux acteurs internationaux et gouvernements, cette révolution verte peut potentiellement renforcer la sécurité alimentaire, créer de l'emploi et générer les précieuses ressources financières qui manquent cruellement aux pays du Sud pour assurer le «bien-être» de leur population. Bref, elle est une aubaine à saisir, quitte à remettre l'avenir alimentaire de la planète entre les mains de puissants oligopoles privés et créer de nouvelles dépendances externes.

La crise alimentaire de 2007/08 aurait pourtant dû aboutir à une remise en question du modèle d'agriculture industrielle. Las, en dépit d'un bilan socio-environnemental désastreux, son attractivité s'est trouvée renforcée. Paradoxalement, la hausse des prix alimentaires a créé les conditions d'un nouvel élan, avec l'appui des États et des institutions internationales. Au risque d'accentuer la tendance à la privatisation de la sécurité alimentaire, cette dynamique d'expansion passe désormais par la conversion de l'agriculture africaine au régime d'accumulation propre à l'agrobusiness (*Alternatives Sud*, 2012). Révélateur de l'incapacité des organismes internationaux et des gouvernements à se dégager du dogme technico-productiviste et libre-échangiste, cette nouvelle stratégie témoigne également de la capacité des grandes firmes de l'agrobusiness à instrumentaliser le discours de la faim, voire celui de l'écologie, et à reformuler, à leur façon et à leurs avantages, les termes du débat et les enjeux qui les sous-tendent (Williams, 2009).

L'alternative agroécologique

Si cette «nouvelle révolution verte» est soutenue par un large spectre d'acteurs publics et privés, elle ne fait pas pour autant l'unanimité. Au sein même des instances internationales, des voix dissonantes se font entendre qui critiquent cette stratégie, à l'instar de l'IAASTD (*International Assessment of Agricultural Knowledge, Sciences and Technology for Development*), du PNUE (Programme des Nations unies pour l'environnement) et surtout de l'ex-Rapporteur spécial des Nations unies pour le Droit à l'alimentation, Olivier De Schutter. Opposées à cette évolution présentée par ses partisans comme inéluctable, ces voix se démarquent de l'habituel langage consensuel onusien, appellent à tirer une bonne fois pour toutes les leçons des échecs répétés du modèle agroproductiviste et des politiques de libéralisation des marchés agricoles, et réclament la définition et la mise en oeuvre d'un nouveau modèle d'agriculture à la fois plus diversifié, performant, écologiquement durable et socialement juste. L'agroécologie, à laquelle Olivier De Schutter a consacré un rapport (2011), entend précisément répondre à ces défis.

Au-delà du bio ! Une science et des pratiques au service du développement social

Souvent confondue avec l'agriculture organique ou biologique, la permaculture, l'agriculture naturelle, les techniques culturales simplifiées ou encore l'agriculture biodynamique, l'agroécologie ne se réduit pas à ces pratiques durables. Concept holistique, elle tend plutôt à les englober - quand elle ne s'en démarque pas, on le verra, tout en leur ajoutant une dimension sociale et politique.

Si elle poursuit des objectifs sociopolitiques, reste que l'agroécologie se présente d'abord et avant tout comme une science appliquée, à la croisée de plusieurs savoirs, et comme un ensemble de pratiques agricoles concrètes. Opérant la fusion entre deux disciplines, l'écologie

et l'agronomie, elle se définit, en tant que science, comme l'«*application de la science écologique à l'étude, à la conception et à la gestion d'agroécosystèmes durables*» (Altieri, 1995). Et, en tant que «catalogue de pratiques», elle renvoie à l'ensemble des méthodes et techniques agricoles (agroforesterie, agriculture de conservation, polycultures, contrôle biologique des parasites, etc.) qui permettent d'optimiser les systèmes agricoles en imitant les «processus naturels», en réduisant de manière drastique les apports externes et en préservant les processus «*immunitaires, métaboliques et régulateurs clés des agroécosystèmes*» (Altieri et Toledo, 2011; Parmentier, 2014).

S'inspirant des multiples techniques culturelles transmises par des générations d'agriculteurs, tout en les perfectionnant, l'agroécologie s'appuie sur un certain nombre de principes écologiques clés. Élaborés à partir de l'observation scientifique rigoureuse des processus naturels et de l'étude *in situ* des interactions complexes entre les différents éléments des agroécosystèmes, ces principes prennent l'exact contre-pied de ceux qui fondent le modèle agroproductiviste. Au nombre de ces principes, notons entre autres le recyclage des éléments nutritifs et de l'énergie sur place plutôt que l'utilisation d'intrants, l'intégration des cultures et de l'élevage, la diversification des espèces et des ressources génétiques des agroécosystèmes dans l'espace et le temps ou encore l'accent mis sur les interactions et la productivité à l'échelle de l'ensemble du système agricole plutôt que sur des variétés individuelles [3].

Susceptibles d'être universellement appliqués, ces principes agissent aussi comme des opérateurs de classement et d'exclusion, permettant de baliser le champ des pratiques agroécologiques. Ainsi, certaines pratiques paysannes, traditionnelles ou indigènes, longtemps considérées comme archaïques et actuellement menacées par l'avancée du modèle agroindustriel, pourraient parfaitement intégrer le champ de l'agroécologie, tandis que d'autres méthodes, dites modernes, présentées comme bio, en sont exclues quand bien même elles se conforment aux standards environnementaux de l'agriculture organique.

De fait, beaucoup de cultures «bio» sont des monocultures qui ne reposent ni sur le principe de diversification, ni sur celui de l'optimisation des ressources locales. Demeurant dépendante de l'apport massif d'intrants biologiques et/ou organiques externes, et par conséquent de leur(s) fournisseur(s), cette agriculture de substitution se rapproche bien plus de l'agriculture conventionnelle, dont elle épouse le paradigme. En aucun cas, elle ne constitue une réponse aux difficultés vécues par les agriculteurs. «*En ne remettant pas en question le caractère "monocultural" des plantations et en demeurant tributaires d'intrants externes et de coûteux mécanismes de certification sinon d'un certain type de commerce équitable voué exclusivement à l'exportation, notent ainsi Miguel Altieri et Manuel Toledo, ces systèmes de culture organiques n'ont que peu à offrir aux petits agriculteurs, car ceux-ci demeurent dépendants d'intrants externes et de marchés volatils*» (2011).

Or, on l'a dit, au-delà de son caractère scientifique, l'agroécologie a aussi des visées sociopolitiques. Définie de manière très large comme «*l'étude de l'écologie des systèmes alimentaires dans leur intégralité, dans leurs dimensions écologique, économique et sociale, ou tout simplement comme l'écologie des systèmes alimentaires*» (Francis et al, cité in Parmentier, 2014), l'agroécologie ne se résume pas à un catalogue de bonnes pratiques agricoles, pas plus qu'elle n'a vocation à rester confinée dans un «marché de niche» à l'intérieur même du régime alimentaire transnational. Elle en conteste également les fondements. Tout en promouvant un modèle d'agriculture durable, performant, à taille humaine et juste, elle se veut une réponse crédible à la double crise alimentaire et environnementale qui touche la planète. Et, au-delà, elle propose un véritable projet de transformation sociale qui rend justice aux paysanneries du Sud en tant que premiers fournisseurs d'alimentation dans le monde.

Une réponse à la double crise environnementale et alimentaire

La question ne fait pas même débat pour les défenseurs de l'agriculture conventionnelle. Toute solution au problème de la faim passe nécessairement par la conversion « industrielle » des exploitations, l'intensification technologique des modes de production et la libéralisation des échanges agricoles, toutes conditions jugées indispensables pour accroître l'offre alimentaire et répondre au défi de la croissance démographique. *A contrario*, les petites exploitations paysannes et/ou familiales ne sont envisagées que comme des formules agricoles obsolètes et improductives, vouées dans tous les cas - à moins de s'adapter aux exigences de l'agroproductivisme - à disparaître pour céder la place à de grosses exploitations bien plus intensives en capitaux et en technologies (Altieri et Toledo, 2011; Lappé, 2013; Delcourt, 2013).

L'argument est souvent repris. Le préjugé tenace. Il ne repose pourtant sur rien de solide. Des études réalisées voilà plusieurs décennies avaient déjà attiré l'attention sur les remarquables « performances » de certaines méthodes agricoles traditionnelles (chinampa mexicain, système de polyculture de la région des Grands Lacs, milpa andin, jardin-forestier indonésien, etc.) ayant inspiré les pratiques agroécologiques actuelles (Altieri, 1995; Robin, 2012). Plus récemment, une vaste enquête pilotée par Jules Pretty (2006) - sans doute la plus systématique menée à ce jour - est venue confirmer leurs conclusions. Comparant l'impact de près de 286 projets agroécologiques récents couvrant près de 37 millions d'hectares (3% des surfaces cultivées dans les pays du Sud) situés dans 57 pays pauvres, cette étude montre que, suite aux interventions « agroécologiques », des hausses de productivité ont été enregistrées dans près de 12,6 millions d'exploitations, avec des récoltes en moyenne 79% plus élevées, le tout combiné à une augmentation de l'offre de services environnementaux (cité in De Schutter, 2010)

Mais c'est le rapport de l'IAASTD, *Agriculture at the Crossroads* (2009), fruit d'une recherche internationale ayant mobilisé plusieurs centaines d'experts issus de tous les continents et commandité par les principaux organismes impliqués dans le développement (FAO, PNUE, Banque mondiale, etc.) qui a le plus fait parler de lui, en créant une profonde brèche dans le consensus en faveur de la nouvelle révolution verte. Fort de sa légitimité scientifique et internationale, il montre lui aussi, preuves à l'appui, que certains systèmes agricoles traditionnels et les pratiques agroécologiques sont tout aussi productifs, sinon davantage - sur le plan de la production alimentaire, que l'agriculture conventionnelle.

Les auteurs du rapport vont encore plus loin, en soulignant que les principaux facteurs qui limitent la production alimentaire, sa distribution sur une base équitable et la durabilité écologique, ne sont pas de nature technique, mais bien de nature sociale, voire politique (Alternatives Sud, 2010; Robin, 2013). Des conclusions qui vont à contre-courant de la vision des propres commanditaires du rapport et qui ont été sans surprise contestées par les défenseurs de l'agrobusiness[4].

Démentant le prétendu manque d'efficacité de ces cultures, ces données tendent à confirmer le fait qu'il est tout à fait possible de doubler la production d'ici 2050 et de nourrir plus de douze milliards de personnes uniquement avec des méthodes agroécologiques, sans passer par l'injection massive de capitaux et de biotechnologies coûteuses, ni par le défrichage de nouvelles terres, y compris dans des régions peu productives et vulnérables, tels le Bihar en Inde et le Sahel.

Ainsi, au Bihar, les petits agriculteurs qui se sont convertis aux méthodes durables du SIR (Système d'intensification du riz) ont obtenu des récoltes jugées « miraculeuses », l'un d'entre eux battant même le record mondial pour la production de riz paddy, avec vingt-deux

tonnes/hectare, soit plus de dix fois le rendement moyen obtenu dans l'État pour cette culture typique (Verma, 2013). Hausse de la production alimentaire également au Niger dans le cadre d'un vaste projet d'agroforesterie, qui a permis aux populations de gagner du terrain sur le désert. «*En tout, écrit F. Morre Lappé, les fermiers nigériens ont encouragé la croissance de 200 millions d'arbres. Au milieu des années 1980, certains pensaient que le Niger allait être rayé de la carte, mais ce "reverdissement" (re-greening) a renforcé la sécurité alimentaire de près de 2,6 millions de personnes, environ 16% de la population*» (2013).

Bien entendu, cette hausse des rendements permet de mieux assurer la sécurité alimentaire des familles paysannes, de sécuriser ou d'accroître le revenu rural (participant ainsi au renforcement de la sécurité alimentaire au niveau local). Mais elle a d'autres atouts indéniables. La diversification des cultures, principe clé de l'agroécologie, améliore également la situation nutritionnelle des ménages, et en particulier celle des femmes et des enfants en bas âge, comme le montrent des enquêtes menées récemment au Malawi (Bezner Kerr, Lupafya et Shumba, 2013). Nul besoin dans ces conditions de miser sur des compléments alimentaires ou d'autres plantes enrichies en nutriments divers, comme le préconisent certaines ONG urgentistes.

Cette diversification limite en outre les risques liés aux maladies des plantes ou aux événements climatiques extrêmes face auxquels les monocultures sont très vulnérables, réduit l'incidence de l'agriculture sur le changement climatique et rend possible la récupération de terres érodées ou dégradées au profit des agriculteurs, tout en garantissant une plus grande diversité et biologique et fonctionnelle des cultures, ainsi qu'une meilleure préservation des ressources non renouvelables et de la fertilité des sols (Altieri, 1995; Altieri et Toledo, 2011). «*En ce sens, souligne Stéphane Parmentier, **les systèmes agroécologiques se doublent de systèmes intégrés d'assurance pour les petites exploitations qui les rendent moins vulnérables aux chocs économiques, naturels, climatiques, etc. La biodiversité fournit une protection contre les aléas externes dès lors que les espèces réagissent de manière très différente à ces changements (...)***» (2014).

Constatées dans le cadre de nombreux projets agroécologiques, ces fonctions de récupération et de «résilience» font actuellement de l'agroécologie le mode de production agricole le plus à même de répondre aux défis environnementaux. Performante également sur le plan alimentaire et nutritionnel, l'agroécologie est l'approche qui contribue le plus à la réalisation du droit à l'alimentation dans ses quatre dimensions, à savoir la disponibilité (accroissement de la productivité au niveau local), l'accessibilité (via la réduction prévisible de la pauvreté rurale), l'adéquation (amélioration de la nutrition) et la durabilité (adaptation au changement climatique) (De Schutter, 2011; 2014).

Un instrument de souveraineté alimentaire au service des paysanneries du Sud

Modèle d'agriculture durable qui réalise le mieux le droit à l'alimentation, l'agroécologie est la forme de production qui s'ajuste également le mieux aux moyens et besoins des petits producteurs, lesquels représentent toujours dans le Sud une bonne part de la population active et le premier fournisseur de denrées alimentaires consommées localement, en dépit de l'accélération du processus de «dépayannisation» des campagnes (*Alternatives Sud*, 2010). S'inspirant de techniques et de savoirs agricoles traditionnels, les pratiques agroécologiques peuvent en effet être aisément transposées, adaptées, assimilées, voire améliorées par les agriculteurs eux-mêmes, en fonction des particularités des différents contextes et terroirs locaux. Non seulement les méthodes de l'agroécologie sont plus flexibles que celles de l'agriculture chimisée et mécanisée, mais ses utilisateurs ne sont plus considérés comme les simples exécutants d'un programme technique imposé d'en haut. En tant que dépositaires d'un

savoir pratique que l'agroécologie vise à optimiser, ils sont aussi des innovateurs à part entière (Altieri, 1995; Altieri et Toledo, 2011).

Ne nécessitant pas d'équipements ou d'intrants agricoles coûteux (engrais, semences, pesticides, etc.), ni de vastes superficies pour être productives, les cultures agroécologiques ne réclament en outre qu'un investissement initial limité, pèsent donc beaucoup moins sur des budgets serrés et préservent les agriculteurs du risque d'endettement. Beaucoup plus intensives en travail qu'en capitaux, elles tendent ensuite à maintenir l'emploi en zones rurales, voire contribuent à sa croissance (De Schutter, 2010; 2014). Et mieux armées que les monocultures conventionnelles pour résister aux chocs climatiques et aux maladies, ces pratiques agroécologiques peuvent, on l'a vu, jouer un rôle d'«assurance vie» pour les petits agriculteurs et les communautés paysannes, tout en améliorant leurs revenus.

Parce qu'elles tendent enfin à briser la dépendance vis-à-vis des fournisseurs, des intermédiaires et des marchés externes en tablant en priorité sur l'optimisation des ressources locales, les pratiques agroécologiques sont elles-mêmes des espaces de résistance à l'emprise des transnationales sur les systèmes alimentaires locaux et les instruments d'une plus grande autonomie par rapport aux injonctions économiques externes. Vue sous cet angle, l'agroécologie peut être la clé de voûte d'un véritable projet de souveraineté alimentaire, énergétique et technique. Ses techniques en effet permettent de réduire d'une part la fracture alimentaire et énergétique, d'autre part le fossé technologique entre le Sud et le Nord, via une relocalisation de la production alimentaire qui privilégie les circuits courts sur le commerce au long cours, et une moindre dépendance aux énergies fossiles (non seulement pour le transport, mais aussi pour la fabrication des engrais, pesticides, etc.) et à des technologies détenues par quelques grandes firmes (Altieri et Toledo, 2011).

Plusieurs mouvements paysans, et la Via Campesina en particulier, l'ont bien compris en faisant de l'agroécologie l'une des principales composantes de leurs stratégies. **Pour ces mouvements, l'agroécologie permet de «politiser des questions agricoles qui ne sont généralement considérées que comme des questions purement techniques»**, tout en donnant à ces transformations des visées émancipatrices. Les principes clés de l'agroécologie sont ainsi envisagés comme une forme de protection contre les «conséquences négatives de la Révolution verte et de la dépendance aux intrants externes», mais aussi comme une façon de promouvoir «une dynamique endogène de développement, qui valorise l'usage de ressources locales, et appuie une agriculture à petite échelle et plus durable sur le plan social et environnemental» (Parmentier, 2014).

Obstacles à la transition agroécologique

Si les pratiques agroécologiques présentent des atouts indéniables par rapport à l'agriculture conventionnelle, leur adoption se heurte toutefois à de puissants obstacles. Olivier De Schutter dénombre quatre verrous à cette transition agroécologique: **«Le premier est d'ordre technologique: la modernisation de l'agriculture mondiale s'est faite uniquement selon un modèle productiviste. Le deuxième est socio-économique: de grands acteurs dominant le marché, aussi bien au niveau des producteurs d'intrants que des industries de transformation. La possibilité pour de petits acteurs ou même des acteurs de taille moyenne de créer des alternatives est donc très limitée. Le troisième obstacle est culturel: nos modes de vie pressés dépendent d'une alimentation transformée et facile à préparer. Enfin, l'obstacle politique: les gouvernements sont sensibles aux intérêts de leurs grandes entreprises agroalimentaires, qui se trouvent de fait disposer d'un droit de veto sur les transformations d'ensemble»** (Le Monde, 29 avril 2014).

La «modernisation» industrielle de l'agriculture tout comme la libéralisation des marchés agricoles ont représenté, on l'a vu, une énorme opportunité pour les transnationales de l'agrobusiness, lesquelles ont su profiter pleinement de ce cadre taillé sur mesure pour accroître leur emprise sur les systèmes agroalimentaires. Ayant poursuivi sans frein, avec l'aval ou l'aide des pouvoirs publics, leur dynamique de concentration à l'échelle de la planète, et d'accaparement - ou de mise sous tutelle - des différents maillons des chaînes de valeurs, elles ont ainsi acquis un énorme pouvoir (pouvoir de marché, mais aussi pouvoir politique) au cours des trois dernières décennies. Pouvoir aujourd'hui comparable, sinon supérieur, à celui de certains États. Et la position structurelle clé qu'elles occupent désormais dans le système alimentaire mondialisé, dont elles sont le pivot, leur permet en retour de peser pleinement sur la définition des politiques agricoles d'États souvent désargentés.

Par des pressions directes ou indirectes allant de la menace (de délocalisation par exemple) à un lobbying permanent bien entendu. Mais aussi par la construction et la diffusion de discours qui instrumentalisent l'enjeu de la faim à leur avantage, présentent la révolution verte et ses solutions biotechnologiques comme le seul moyen de l'enrayer et de nourrir une population sans cesse croissante, et qui disqualifient par la même occasion leurs détracteurs, accusés d'adopter une posture «passéiste», «irrationnelle», «anti-scientifique», voire «dangereuse», alors que l'avenir même de l'humanité est en jeu! Portant le débat sur le terrain de l'expertise, elles cherchent ainsi à bâtir leur légitimité politique sur la croyance scientifique, en faisant oublier au passage que l'usage de biotechnologies est d'abord une question de choix politiques et de démocratie, et ce quels que soient les risques que ces manipulations génétiques présentent pour l'environnement ou la santé humaine (Clapp et Fuchs, 2009; Williams, 2009 ; Dufumier, 2012; *Alternatives Sud*, 2013).

Risques bien réels d'ailleurs selon quelques chercheurs indépendants dont les études sont constamment remises en cause, à grand renfort de contre-expertises réalisées par les grandes firmes elles-mêmes. Une stratégie de la disqualification scientifique qui s'apparente à celle des «marchands de doute» dépeints par Naomi Oreskes et Erik M. Conway, lesquels décrivent dans le détail les stratégies utilisées par une poignée de transnationales pour réfuter en bloc, à coup de milliards de dollars, les preuves scientifiques de la toxicité du tabac, du DDT ou l'impact du «complexe du carbone» sur le changement climatique et éviter ainsi la mise en oeuvre de toute réglementation environnementale et en matière de santé ou de politiques publiques fondées sur le principe de précaution (2014).

Le discours qui dévalorise les agricultures paysannes et/ou durables procède d'une logique presque identique. Les mêmes ficelles sont utilisées. Les mêmes «certitudes scientifiques» avancées. Et notamment celles qui réfutent l'idée selon laquelle ces agricultures pourraient nourrir le monde en insistant surtout sur le différentiel de productivité entre les pratiques durables et les pratiques conventionnelles.

Or, les seuls calculs de la productivité, au sens classique de la productivité du travail et du rendement comparé d'une seule et unique plante, n'apportent qu'une mesure au mieux imprécise, au pire complètement biaisée des «performances» d'une agriculture. Simplifiant des réalités complexes à l'extrême, comparant des systèmes difficilement comparables (monoculture versus polycultures, agricultures «modernes» des pays tempérés du Nord et cultures pluviales des pays du Sud), mobilisant un nombre limité de paramètres et ignorant les rôles multiples que les systèmes agroécologiques remplissent tant sur le plan social qu'en termes de services écosystémiques, ces modes d'évaluation des performances agricoles ne reposent sur aucune base scientifique sérieuse.

Ils correspondent surtout, comme le souligne Jacques Caplat, à une conception réductrice de

l'agriculture, celle de l'agriculture productiviste conventionnelle «corsetée à un cadre scientifique» aujourd'hui «dépassé», dans lequel la «nature n'avait plus droit de cité (...). Plantes "améliorées", engrais chimiques, pesticides, mécanisations, parcelles conçues comme des supports abstraits: l'agriculture conventionnelle se veut une grande équation mathématique des "entrées" et des "sorties" bien maîtrisées par l'agriculteur. Le rêve réductionniste dans sa caricature» (2014). Et l'auteur de rappeler que cette vision de l'agriculture n'était pas dénuée dès le départ de visées politiques et stratégiques sur le long terme. L'obsession de la productivité et du rendement ne visait en effet nullement à améliorer les conditions sociales dans les campagnes. Il s'agissait surtout de réduire le nombre d'agriculteurs pour libérer des bras bien nécessaires à la poursuite du processus d'industrialisation (*Ibid.*).

En dépit de ses lacunes flagrantes, l'agriculture productiviste et ses critères d'efficacité n'en demeurent pas moins les référents principaux des nouvelles stratégies mondiales en matière d'agriculture. Au même titre que le dogme libéral néoclassique, avec lequel il a partie liée, ce schéma de pensée technico-scientifique continue à s'imposer à eux comme une évidence non questionnée, ne laissant que peu d'espace à la recherche de solutions alternatives, ou les marginalisant au profit de «solutions» palliatives, inappropriées, coûteuses et a fortiori inaccessibles pour les paysans, et potentiellement dangereuses pour l'environnement (Robin, 2013 ; Oreskes et Conway, 2014).

Bref, comme le souligne Olivier De Schutter, l'agroécologie «n'émergera pas spontanément, simplement parce qu'elle présente ces nombreux avantages... car elle se heurte à des préjugés tenaces, hérités d'une conception de l'agriculture qui voit son avenir dans une industrialisation toujours plus poussée – vision qui est dépassée, mais qui continue à dominer les esprits. Elle bouleverse les intérêts établis, comme ceux de l'industrie chimique qui fournit les intrants et des firmes qui les importent' (cité dans Robin, 2012).

Vaincre les résistances, amorcer la transition

C'est dire que la bataille pour l'agroécologie devra d'abord et avant tout se gagner sur le terrain des idées, y compris sur celui de la science, encore trop souvent hermétique à de nouveaux paradigmes qui bousculent les repères établis, hérités du positivisme et d'une vision technico-productiviste du développement agricole. Elle suppose donc aussi, selon Miguel Altieri et Manuel Toledo (2011), une véritable «révolution épistémologique», en plus d'une révolution technique et sociale.

Or, cette «révolution épistémologique» devra nécessairement passer, en amont, par une réforme en profondeur des instituts qui élaborent les programmes de recherche et des institutions en charge du développement agricole, prisonniers, comme l'écrit Paulo Petersen dans sa contribution, «d'une pratique opérationnelle et d'une structure fonctionnelle conçues selon le paradigme de la modernisation», et dont les priorités sont en grande partie fixées par des acteurs privés ne visant aucun autre objectif que l'accroissement de productivité et la maximisation du profit.

Et en aval, par une plus grande participation des producteurs à la définition des grands axes de la politique agricole, voire des programmes de recherche agronomique, ainsi que par la mise en place de dispositifs d'apprentissage, d'encadrement et de suivi visant à familiariser les paysans aux méthodes et pratiques de l'agroécologie, à stimuler leur diffusion, à favoriser la coproduction des savoirs et à nourrir le champ de la connaissance à partir des données récoltées *in situ*, tout en les adaptant au mieux aux particularités des contextes et terroirs locaux.

L'adoption massive par les agriculteurs de ces pratiques exigera également des politiques incitatives: établissement de mécanismes de compensation financière destinés à éponger d'éventuelles pertes durant la phase de transition par exemple, et - plus important encore - mise en place d'un système de financement public qui rémunère les paysans et agriculteurs pour les services environnementaux qu'ils rendent à la société (protection de la biodiversité, préservation des sols, des ressources et des paysages, réduction des émissions et des pollutions, conservation des semences et de variétés alimentaires locales, etc.) (Robin, 2012 ; De Schutter, 2011; 2014). Certes, les détracteurs d'un tel programme mettront l'accent sur les coûts de ces mesures pour les budgets publics. Mais il est facile de leur répondre que l'agriculture conventionnelle a aussi fortement bénéficié - et bénéficie encore - des largesses du public, sans pour autant le lui rendre, faisant peser au contraire les coûts des externalités sur la société dans son ensemble (Delcourt, 2013).

Outre son rôle dans la promotion et la diffusion des pratiques agroécologiques, il incombera aussi à l'État de prévoir des politiques axées prioritairement sur le renforcement de l'agriculture familiale et paysanne, d'une part parce qu'elle est mieux adaptée à la construction d'un modèle de production durable à petite échelle, on l'a dit; d'autre part, parce que les pratiques agroécologiques, aussi performantes soient-elles, ne garantissent pas toujours la viabilité des petits et moyens producteurs, en particulier dans le contexte actuel de pressions croissantes sur la terre et les ressources. Leur survie, leur reproduction et, au-delà, le déploiement de leur potentialité sont avant tout tributaires de la taille de leur exploitation et de leur accès à la terre et à d'autres moyens de production; des prix fixés par des marchés de plus en plus intégrés et compétitifs; et de l'existence de réels débouchés commerciaux.

Un tel projet ne pourra donc se passer ni d'une réforme agraire radicale là où elle est possible, ni de politiques publiques volontaristes visant à assurer aux agriculteurs familiaux des prix stables, élevés et rémunérateurs: mécanisme de stabilisation des prix et de soutien à la production, programmes publics d'achats, reconstitution de stocks alimentaires, promotion des circuits courts, appui à la création de coopératives, voire d'une industrie publique de transformation, conditionnement des investissements étrangers au respect des droits humains, mise en place d'instruments de coopération permettant de dépasser le morcellement de la propriété et barrières tarifaires à l'entrée pour protéger les productions alimentaires locales de la concurrence internationale et du dumping social. (Dufumier, 2012; Robin, 2013; De Schutter, 2011; 2014)

En fait, c'est bien le cadre international, fondé sur le libre-échange et la liberté totale des investissements, qu'il s'agirait de réformer en profondeur pour permettre le déploiement d'une agriculture paysanne et agroécologique: *«Du côté politique, recommande ainsi Eric Holt-Giménez, il faut enrayer le monopole de grandes multinationales qui contrôlent actuellement l'ordre alimentaire, car c'est le seul moyen de stopper la volatilité du prix des aliments. Pour cela, il faut empêcher Wall Street et les bourses financières de spéculer avec nos aliments; il faut constituer des réserves de grains placées sous le contrôle de la communauté internationale; il faut autoriser les pays à protéger leurs paysans, en sortant l'agriculture du champ d'action de l'OMC (...). Et il faut supprimer les subventions (...).*

Du côté pratique, il faut rompre avec le modèle de production alimentaire, extrêmement dépendant des énergies fossiles, que l'ordre alimentaire des multinationales nous a donné, car n'oublions pas que les firmes qui vendent les pesticides et les engrais chimiques sont aussi celles qui contrôlent le commerce mondial des aliments (...). En d'autres termes, nous avons besoin de lois et de cadres réglementaires qui promeuvent la souveraineté alimentaire basée sur une démocratisation de toute la chaîne, ce qui va complètement à rebours des politiques mises en place (...) » (cité in Robin, 2012).

Encore faut-il qu'il y ait la volonté politique d'engager de telles réformes. Sur ce point, tirant le bilan de son mandat, Olivier De Schutter avouait dans une interview au Monde, non sans une pointe d'amertume: **«Je croyais à la toute-puissance de l'État, je crois, aujourd'hui à la toute-puissance de la démocratie. Je ne pense plus qu'il faille attendre passivement que les gouvernements agissent d'eux-mêmes. Les blocages sont trop nombreux; les pressions qui s'exercent sur eux, trop réelles: et les acteurs faisant obstacle au changement, trop puissants»** (29 avril, 2014).

Dans un tel contexte d'inertie politique et économique, la balle est donc aussi dans le camp des acteurs en lutte pour un autre modèle de production et de consommation. Il leur appartient d'abord de tenter d'ouvrir ces espaces de démocratie dans des systèmes agroalimentaires qui lui sont hermétiques et, partant, de bâtir un véritable rapport de force beaucoup moins asymétrique qu'il ne l'est pour le moment, susceptible de contrer la tendance délétère actuelle et de changer précisément les règles du jeu. Et ce rapport de force ne pourra s'instaurer qu'à partir de la construction de nouvelles convergences et synergies tant au niveau national qu'aux niveaux régional et international. Entre les différents mouvements paysans bien entendu, mais aussi entre eux et d'autres acteurs du changement (mouvements indigènes, ONG environnementalistes, de femmes, de jeunes et syndicats ouvriers, partis politiques, organisations), organismes scientifiques et simples «consommateurs».

Ces convergences passent aussi par une plus grande articulation entre le champ de l'action politique et celui des pratiques concrètes. Pour le moment, à l'exception notable de la Via Campesina et de certaines de ses composantes (le mouvement des sans-terre brésilien par exemple), peu d'organisations et de mouvements paysans ont fait de l'agroécologie un axe clé de leur programme, et moins encore ont adopté ces pratiques agricoles durables sur le terrain. Si l'agroécologie, en tant que science, a commencé à être étudiée voilà déjà plus d'un siècle, l'agroécologie, en tant que mouvement politique, en est encore à ses premiers balbutiements.

De plus, un fossé sépare encore - même s'il tend à se résorber - les praticiens, soutenus généralement par des ONG et des organisations internationales, et engagés exclusivement dans le développement d'une agriculture durable (Campesino a campesino en Amérique centrale, Pelum en Afrique de l'Est, etc.) et les mouvements paysans actifs principalement dans la revendication politique. Ces deux courants aux origines politico-institutionnelles distinctes ont en réalité longtemps évolué tantôt en s'ignorant l'un l'autre, tantôt en entretenant des relations concurrentielles, voire de franche opposition (Holt-Giménez, 2010).

L'un et l'autre ont pourtant quelque chose à apporter, les pratiques concrètes constituant un premier niveau de résistance au rouleau compresseur de l'agrobusiness, l'action politique étant quant à elle indispensable pour amorcer un «changement d'échelle». Les bases d'une véritable coopération, politique tout autant qu'économique (construction de réseaux de coopératives durables, planification et mise en commun des moyens de production, réseaux collectifs de distributions, etc.), entre ces deux courants doivent être jetées afin qu'ils puissent se renforcer mutuellement, élargir leurs champs d'action respectifs, documenter leur réussite, se convaincre et convaincre le public qu'une autre agriculture, *«diversifiée, flexible, performante, durable, équitable socialement»* (Altieri et Toledo, 2011) est possible. Car, **l'«existence et le développement d'exemples concrets de voies en dehors du productivisme sont un point d'appui nécessaire pour impulser des changements d'ampleur partout, pour mieux se nourrir et pour préserver notre environnement »** (Garrouste, Lyonnais et Mitralias, 2014).

Bibliographie

Alternatives Sud (2010), « Pressions sur les terres. Devenir de l'agriculture paysanne », Cetri-Entraide & Fraternité-Justice & Paix, Paris, Syllepse, vol. XVII-3.

Alternatives Sud (2012), « Emprise et empreinte de l'agrobusiness », Cetri-Entraide & Fraternité, Paris, Syllepse, vol. XIX-3.

Altieri M. A. (1995), *Agroecology : The Science of Sustainable Agriculture*, deuxième édition, Boulder Co, Westview Press.

Altieri M. A. et Toledo V. M. (2011), « The agroecological revolution in Latin America : rescuing nature, ensuring food sovereignty and empowering peasants », in *Journal of Peasant Studies*, vol. 38, n° 3, juillet, pp. 587-612.

Aranda D. (2014), « Las multinacionales del agro », Pagina 12, 10 juin, <http://www.pagina12.com.ar/diario/sociedad/3-248242-2014-06-10.html>

Bezner Kerr R., Lupafya E. et Shumba L. (2013), « Food Sovereignty, Gender and Nutrition : Perspectives from Malawi », *Conference Paper 68*, « Food Sovereignty : A Critical Dialogue », International Conference, Yale University, 14-15 septembre.

Caplat J. (2014), *Changeons d'agriculture. Réussir la transition*, Domaine du possible, Actes Sud.

De Schutter O. (2014), « Notre modèle agricole est à bout de souffle ». Propos recueillis par Gilles van Kote, *Le Monde*, 29 avril.

De Schutter O. (2011), « Agroecology and the Right to Food », Rapport présenté à la 16e Session du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (A/HRC/16/49), 8 mars.

De Schutter O. (2014), « Rapport final : Le droit à l'alimentation, facteur de changement », Rapport soumis au Conseil des droits de l'homme des Nations unies (A/HRC/25/57) en application de sa résolution du 22/9.

Delcourt L. (2013), *Envers et dessous du 'miracle' agricole brésilien*, CETRI-LLN.

Dufumier M. (2012), *Famine au Sud. Malbouffe au Nord. Comment le bio peut nous sauver*, Paris, Nil.

FAO (2014), *État des ressources génétiques forestières mondiales. Exposé de synthèse*, FAO-Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture.

Foucart S. (2014), « Le coût de l'exposition aux perturbateurs endocriniens se chiffre en milliards », *Le Monde*, 20 juin.

Garrouste L., Lyonnais L. et Mitralias R. (coord.), (2014), *Pistes pour une agriculture écologique et sociale*, Paris, Syllepse.

Holt-Giménez E., Altieri M. A. et Rosset P. (2006), « Ten Reasons Why the Rockefeller and the Bill and Melinda Gates Foundations'Alliance for Another Green Revolution Will Not Solve the Problems of Poverty and Hunger in Sub-Saharan Africa », *Food First Brief*, n° 12, octobre.

Holt-Giménez E. (2010), « De la crise alimentaire à la souveraineté alimentaire, le défi des mouvements sociaux », *Alternatives Sud*, vol. XVII-3, Cetri-Syllepse, pp. 37-55.

Holt-Giménez E., Altieri M. A. (2013), « Agroecology, Food Sovereignty, and the New Green Revolution », *Agroecology and Sustainable Food Systems*, 37:1, pp. 90-102.

IAASTD (2009), *Agriculture at a Crossroads*, Undp, FAO, Unep, Unesco, Banque mondiale,

OMS, GEF.

Lappé F. M. (2013), « Beyond the scarcity scare : reframing the discourse of hunger with an ecomind », in *Journal of Peasant Studies*, vol. 40, n°1, pp. 219-238.

Oreskes N. et Conway E. M. (2014), *Les marchands de doutes*, Editions le Pommier.

Pretty J. N. et al. (2006), « Resource conserving agriculture increases yields in developing countries », in *Environmental Science and Technology*, 40 (4), p. 1114 -1119.

Parmentier S. (2014), « Scaling-up agroecological approaches : what, why and how ? », Oxfam, Discussion paper, janvier.

Robin M.-D. (2012), *Les moissons du futur. Comment l'agroécologie peut nourrir le monde*, Paris, La Découverte, Arte Editions.

Varma A. K. (2013), « SRI in Bihar : From one to 350,000 », Farming Matters, mars <http://www.agriculturesnetwork.org/magazines/global/sri/sri-in-bihar>

Williams M.(2009), «Feeding the World? Transnational Corporations and the Promotion of Genetically Modified Organisms», in J. Clapp & D. Fuchs, *Corporate Power in Global Agrifood Governance*, MIT-Massachusetts Institute of Technology, pp. 156-185.

Notes

[1] Pour Olivier De Schutter, le nombre de personnes souffrant de la faim pourrait être plus élevé et dépasser le milliard de personnes. «Ces chiffres, indique-t-il dans son dernier rapport, ne font pas apparaître la sous-alimentation à court terme, car ils s'appuient sur des moyennes calculées sur l'année; ils ne rendent pas compte des inégalités dans la répartition de la nourriture au sein des ménages; de plus, les calculs sont basés sur un seuil peu élevé de besoins énergétiques quotidiens qui suppose un mode de vie sédentaire, alors que beaucoup de personnes pauvres ont des activités qui exigent des efforts physiques importants» (2014).

[2] Ainsi, les seuls coûts liés à l'utilisation des pesticides aux États-Unis s'élèveraient à huit milliards de dollars par an d'après une étude réalisée en 1992, tandis que leur coût en Europe en termes de santé publique atteindrait près de vingt-sept milliards annuellement (Robin, 2012). Une étude plus récente, publiée en juin 2014, évalue quant à elle à près de trente-et-un milliards d'euros les coûts en soins de santé liés à l'exposition des populations aux perturbateurs endocriniens, des chiffres qui seraient, selon certains spécialistes, «conservateurs et en dessous de la réalité» (Le Monde, 20 juin 2014).

[3] Les principes retenus diffèrent d'un auteur à l'autre. Pour un aperçu général, voir Parmentier (2014).

[4] Une autre étude récente, réalisée par le Gouvernement britannique, valide également ces résultats. Portant sur près de quarante projets utilisant des techniques agroécologiques développées depuis le début des années 2000 dans près de vingt pays d'Afrique, elle montre que, sur une période de trois à dix ans, les rendements ont plus que doublé, engendrant une hausse de la production alimentaire de 5 790 000 tonnes par année, soit de 557 kg par ménage (cité in De Schutter, 2010 ; 2014)

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cet article demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux du CETRI.

Auteur-e-s

Laurent Delcourt .

Sociologue et historien, chercheur au CETRI.